

BUREAU DE L'INTÉGRATION DFAE/DFEP

Copie à

785, 24.1.3.B

777.301.1 Nep

Berne, le 11 novembre 1991

Conférence Walras¹ organisée par le Vorort, Zürich, 7-8.11.91Note à : Monsieur le Directeur F. BlankartCopie à : jek, ari, gir, imb, bal, jag, zos, was, gjd, ebe, tous les collaborateurs du BIDélégation suisse près l'AELE et le GATT, Genève
Mission suisse, Bruxelles

1. Moins de trois semaines après la fin des négociations sur l'EEE, plusieurs grands patrons d'importantes entreprises suisses ont soutenu avec vigueur, clarté et force le concept de l'**EEE**, étant entendu qu'il s'inscrit dans le cadre d'une adhésion future de la Suisse à la CE. Les freineurs sont venus du côté de la politique et du secteur de la construction, les propres forces de la Suisse devant suffire pour effectuer les ajustements nécessaires; des voix indifférentes se sont aussi fait entendre, la Suisse étant contrainte de toute manière à s'adapter.

Aucun point d'interrogation n'est apparu au sujet d'une approbation de l'**EEE** par le Parlement; seul le **peuple** préoccupe et les **opposants** s'accrochent au dossier **politique** et **institutionnel** pour bloquer le processus. Les grands de l'économie sont enfin disposés à faire leur part en matière d'information pour vendre l'**EEE** au peuple suisse. La question de l'**information à la population** a été considérée comme étant le **dossier le plus difficile et le plus important** pour ces treize prochains mois.

2. *M. P. Borgeaud n'a pas pris position* sur l'**EEE**. On retiendra de ses propos qu'il faudra considérer les conséquences d'un non au référendum qui ne

1. Pour la liste des conférenciers et le programme, voir Annexe 1

serait pas facile à comprendre pour la CE et pour nos partenaires de l'AELE; que l'insuffisance institutionnelle dans l'EEE est plus grave pour la Suisse que pour les autres pays de l'AELE; que l'EEE met à jour la réalité suisse avec le besoin de **réformes internes** et de réexaminer la **politique de neutralité**; enfin, une Suisse forte ne se réalisera ni avec "l'Alleingang" ni avec l'adhésion à la CE, les réformes doivent venir de **nos propres forces**.

3. *M. U. Bremi* a qualifié l'accord transit de bon et s'est montré **défavorable** à l'EEE ("niemand steht wirklich hinter dem EWR" (Dieser ist ein) "unsicherer Weg"); selon lui, l'**économie** doit convaincre le peuple des **conséquences** d'un **non** à l'EEE. Il s'est demandé si l'on pouvait présenter les points économiques qui ont de grandes implications pour le dossier politique (initiatives populaires). Si l'EEE se limite à des avantages économiques à court terme, on court le risque d'un non au référendum. En conclusion, la Suisse devrait faire un pas vers la CE dans 3, 4 ou 5 ans si celle-ci se développe dans la **direction que nous voulons**.
4. *M. E. Grimm* n'a pas pris une position définitive sur l'EEE mais l'a laissée transparaître. Pour lui, les institutions sont loin des attentes, la situation de base s'est changée et un **oui** pour l'**EEE** devrait être un **oui** pour l'**adhésion à la CE**. Le secteur de la construction n'a pas besoin de protection (!); le **point central** de l'EEE est **politique et institutionnel**. Il a conclu en soulignant avec conviction que la Suisse était capable de progresser avec ses **propres forces** et de construire elle-même sa maison.
5. *MM. A. Steinmann et B. Weiss* pensent que l'**économie suisse** devra s'adapter avec ou sans EEE, avec ou sans adhésion à la CE, car indépendamment de la voie politique choisie, les **décisions** devront être prises **plus rapidement** et l'**organisation industrielle** devra être plus **rationnelle** afin de gagner en efficacité. Le marché intérieur suisse se fera avec ou sans EEE; le **défi européen** s'appelle: **concurrence**. La qualité suisse et le "made in Switzerland" devront être redéfinis car ils ne suffiront plus pour maintenir la place de la Suisse sur les marchés extérieurs.
6. *M. A. Leuenberger* (L) a indiqué qu'une bonne position de départ n'est pas une garantie pour des succès futurs. Le facteur clé est **l'innovation**. Chaque entrepreneur doit juger pour lui-même, soit pour ses **produits**, l'effet de l'intégration des marchés en Europe. Les **inconvénients de l'EEE** sont **relativisés** avec la perspective de l'adhésion à la CE. L'EEE est utilisable et acceptable pour un **temps limité**; les 4 libertés amélioreront la concurrence internationale alors que l'acquis en matière de **politique sociale** est moins intéressant. Le peuple ne pourra prendre une décision sur la politique

européenne que si les inconvénients et les avantages d'une adhésion à la CE sont mis en évidence. La Suisse étant au coeur de l'Europe, *L* ne peut pas s'imaginer qu'elle ne soit pas **dans la CE à long terme**.

7. *Herr W. Schluep*, ehemaliger Präsident der schweizerischen Kartellkommission, beschäftigte sich in seinem Referat mit den unterschiedlichen Wettbewerbsphilosophien der Schweiz und der EG. Er kam dabei zum Schluss, dass sich die beiden Ansätze zwar im Instrumentarium, nicht so sehr aber in den damit - wenigstens theoretisch - erzielbaren Resultaten unterscheiden. Sowohl mit dem Ansatz der EG - Verbotsgesetzgebung mit Erlaubnisvorbehalt - als auch mit demjenigen der Schweiz - Missbrauchsgesetzgebung - lassen sich wettbewerbsfremde Ziele verfolgen. Wegen ihrer Offenheit gegenüber industrielpolitischen, aber auch sozial- und gesellschaftspolitischen Einflüssen können deshalb beide Philosophien der Kategorie der instrumentalen Wettbewerbspolitik (im Gegensatz zur institutionellen Wettbewerbspolitik) zugeordnet werden.
8. *Sir L. Brittan* a décrit le résultat des négociations sur l'EEE en matière de concurrence basé sur les deux piliers pour la concurrence et pour les aides publiques; la Suisse doit réaliser que les choses changent et qu'elles continueront à changer; en matière de concurrence, elle devra **modifier** les **arrangements actuels**. La politique de concurrence doit faire partie de la **politique industrielle**; il n'existe pas de **conflit majeur** entre ces deux politiques.
9. *M. P. Gasser* a apporté son soutien à l'EEE. Les marges actuelles impliquent que la **discrimination** de la CE envers la Suisse prend une **dimension vitale** pour l'industrie des machines. Au vu des avantages économiques, le **prix politique** de l'EEE est "vertretbar". L'EEE remplit le postulat du VSM avec l'accès au marché de la CE dont les marchés publics, la libre circulation des personnes, l'ouverture aux programmes CE de R&D et l'insertion dans la dynamique de la CE. Le renoncement à l'EEE implique à long terme le **sabotage de l'industrie d'exportation** et représente un danger pour le bien-être. L'accès au marché de la CE est **indispensable** et l'indépendance absolue est un anachronisme.
10. *M. W. Frehner* a donné le **soutien** de la SBS pour l'EEE avec, plus tard, une adhésion à la CE. Une augmentation de la **concurrence** est **préprogrammée** et les **marges** vont baisser. Le rapport Hauser sous-estime les pertes économiques sans intégration. "Kein Abseitstehen soll oder kann". La libéralisation complète avec l'EEE, la licence unique et le **marché du travail** -encore plus important- sont les **apports clés** de l'EEE. Ces dernières années "l'Al-

"leingang" de la BNS a été payé par une volatilité plus grande des taux d'intérêt et de change. Les **risques** d'un "Alleingang" sont plus grands que ceux de l'EEE.

11. *M. R. Schäuble* a enfin également donné son soutien pour l'EEE; les assurances veulent devenir euro-compatibles. Il faut tout entreprendre pour assurer le succès de l'EEE. L'adhésion à la CE est nécessaire.



Ph. Nell

B. Heggli

WALRAS KONFERENZ 1991

**UNTER DEM PATRONAT DES SCHWEIZERISCHEN
HANDELS- UND INDUSTRIE-VEREINS (VORORT)**

EINLADUNG

“Der Weg der Schweiz in die europäische Integration”

Die Schweiz im Umfeld eines sich im Wandel befindenden Europas. Die europäische Integration im Hinblick auf die Entwicklung in Staat und Wirtschaft. Optionen und Zukunftsperspektiven für die Schweizer Wirtschaft. Politische und wirtschaftliche Aspekte einer tragfähigen schweizerischen Politik für das zukünftige Verhältnis der Schweiz zur EG. Führende Persönlichkeiten der Schweizer Wirtschaft suchen nach denkbaren Wegen. Als Gastreferent spricht der Vizepräsident der Kommission der Europäischen Gemeinschaft, Sir Leon Brittan.

**In Zusammenarbeit mit dem Comité Suisse-Communauté européenne,
der Schweizerischen Handelskammer für Belgien und Luxemburg**

7. und 8. November 1991

Städtisches Kongresszentrum Limmat, Zürich
Limmatstrasse 118, Tel. 01/271 52 40

Donnerstag 7. November

Zeit	Referent	Thema/Inhalt des Referates
09.00 – 09.30 Uhr	Pierre Borgeaud 	Pierre Borgeaud Präsident des Schweizerischen Handels- und Industrievereins, Präsident des Verwaltungsrates der Gebrüder Sulzer AG “Begrüssung”
09.45 – 10.15 Uhr, anschl. Diskussion	Ulrich Bremi 	Ulrich Bremi Nationalratspräsident, Verwaltungsratspräsident der Georg Fischer AG “Die politische Dimension der europäischen Integration für die Schweiz”
Kaffeepause: 10.40 – 11.00 Uhr		
11.00 – 11.30 Uhr, anschl. Diskussion	Erwin Grimm 	Erwin Grimm Zentralpräsident des Schweizerischen Baumeisterverbandes, Vizepräsident des Verwaltungsrates der Spaltenstein Holding AG “Wieviel Selbstvertrauen und Selbstbehauptung kann die Schweiz beanspruchen?”
Arbeitslunch 12.00 – 13.15 Uhr		
13.30 – 14.00 Uhr, anschl. Diskussion	Dr. Andreas Steinmann 	Dr. Andreas Steinmann Geschäftsführender Partner SCG St. Gallen Consulting Group “Die Schweiz und Europa – Über die Notwendigkeit der Realisierung strategischer Unternehmensentscheide”
14.20 – 14.50 Uhr, anschl. Diskussion	Branco Weiss 	Branco Weiss Unternehmer “Wie können Unternehmen in der Schweiz einen neuen Mehrwertzyklus schaffen?”
Kaffeepause: 15.10 – 15.30 Uhr		
15.30 – 16.00 Uhr, anschl. Diskussion	Dr. Hans-Jörg Bertschi 	Dr. Hans-Jörg Bertschi Mitglied der Geschäftsleitung Bertschi AG “Die Perspektiven der Schweizer Transportwirtschaft im EG-Binnenmarkt”

Ende 1. Tag: ca. 16.20 Uhr

Freitag 8. November

Zeit	Referent	Thema/Inhalt des Referates
09.00 – 09.30 Uhr, anschl. Diskussion	 Dr. Andreas F. Leuenberger Präsident der Schweizerischen Gesellschaft für Chemische Industrie (SGCI), Vizepräsident und Delegierter des Verwaltungsrates, stv. Vorsitzender der Konzernleitung F. Hoffmann-La Roche AG	“Die europäische Integration als Herausforderung für die schweizerische chemische Industrie”
09.50 – 10.20 Uhr, anschl. Diskussion	 Prof. Dr. Walter Schluep Präsident des Verwaltungsrates der Biber Holding AG	“Die Wettbewerbspolitiken der EG und der Schweiz im Vergleich”
Kaffeepause: 10.40 – 11.00 Uhr		
11.00 – 11.30 Uhr, anschl. Diskussion	 Sir Leon Brittan Vizepräsident der Kommission der Europäischen Gemeinschaften	“Competition Policy in the European Community”
Arbeitslunch 12.00 – 13.15 Uhr		
13.30 – 14.00 Uhr, anschl. Diskussion	 Dr. Thomas P. Gasser Präsident des Vereins Schweizerischer Maschinen-Industrieller (VSM), stv. Vorsitzender der Konzernleitung ABB	“EG 92 - Ausgangslage, Anliegen und Perspektiven der schweizerischen Maschinenindustrie”
14.20 – 14.50 Uhr, anschl. Diskussion	 Walter G. Frehner Generaldirektor, Vorsitzender der Geschäftsleitung des Schweizerischen Bankvereins	“Der Finanzplatz Schweiz in europäischer Perspektive”
Kaffeepause: 15.10 – 15.30 Uhr		
15.30 – 16.00 Uhr, anschl. Diskussion	 Dr. Rolf Schäuble Präsident des Schweizerischen Versicherungsverbandes (SVV), Generaldirektor der Zürich Versicherungsgesellschaft	“Die Schweizer Versicherer sind auf Europa vorbereitet”

Ende 2.Tag: ca. 16.20 Uhr

DER MANN, DER DIESER KONFERENZ DEN NAMEN GAB:



WALRAS, MARIE ESPRIT LÉON: geboren am 16. Dezember 1834 in Evreux (Dép. Eure), gestorben am 5. Januar 1910 in Clarens/Montreux. Der gebürtige Franzose gilt als der bedeutendste Kopf der schweizerischen Wirtschaftswissenschaft. Er ist der Begründer der Lausanner Schule der mathematisch orientierten Nationalökonomie, die von Vilfredo Pareto später weitergeführt wurde. Walras wurde 1870 vom Waadtländer Staatsrat im Alter von 37 Jahren als ausserordentlicher Professor nach Lausanne berufen, wo er später auch Ordinarius wurde und während 22 Jahren wirkte. Im Laufe seiner langen wissenschaftlichen Laufbahn publizierte er 1874-1877 sein Hauptwerk „Eléments d'économie politique de la monnaie“ (zwei Bände) sowie 1887 „Théorie de la monnaie“ und 1898 „Etudes d'économie politique appliquée“. Walras entwickelte den Begriff des Grenznutzens. Sein grösstes Verdienst ist die elegante mathematische Darstellung der allgemeinen Interdependenzen in einem simultanen statischen Gleichungssystem.

ARBEITSGEMEINSCHAFT WALRAS-KONFERENZ:

Organisation und Administration:
Holliger Portfolio AG
Obertor 14
CH-8253 Diessenhofen
Telefon 053/37 28 78
Telefax 053/37 18 14

Öffentlichkeitsarbeit und Werbung:
Klaus J. Stöhlker AG
Zollikerstrasse 114
CH-8702 Zollikon
Telefon 01/391 80 88
Telefax 01/391 25 45

SPONSOREN:



BANKVERBINDUNG:

WALRAS-Konferenz, Raiffeisenbank, 8254
Basadingen, Kontonummer 170.000.57.281.

ZIMMERRESERVIERUNG:

Verkehrsverein Zürich,
Telefon 01/211 40 00